



Rambod Behboodi

Avocat-conseil principal

T 613.369.4770

F 613.230.8842

Ottawa

RBehboodi@blg.com

[LinkedIn](#)

[Commerce international et investissements](#)

[Gouvernement et secteur public](#)

[Antidumping, antisubventions et mesures de sauvegarde](#)

[Réglementation des services financiers](#)

[Litige relatif au droit public](#)

[Concurrence/antitrust et investissements](#)

[étrangers](#)

[Environnement](#)

Reconnu comme l'un des avocats les plus compétents et chevronnés au Canada dans son domaine, Rambod a agi comme conseiller et plaideur dans le cadre de divers dossiers entourant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), notamment pour ce qui touche la négociation d'accords multilatéraux sur l'environnement, le commerce agricole, les subventions et l'antidumping, le contrôle des exportations et les obstacles techniques au commerce. Il a par ailleurs été conseiller de l'OMC pour ce qui touche des litiges liés à des mesures antidumping, et il a travaillé auprès de l'Union européenne.

Il possède également une grande expérience en matière de réglementation financière. À titre d'avocat général au ministère des Finances pendant la crise financière, Rambod a eu une occasion unique d'interagir avec plusieurs divisions non fiscales et d'acquérir des connaissances sur la réglementation des institutions financières, la lutte contre le blanchiment d'argent et le commerce des services financiers. Il a conseillé des ministères des finances et des banques centrales dans des pays avancés tout comme dans des pays en développement.

En 2014, il a été nommé le premier sous-commissaire de la Direction générale de la promotion de la concurrence du Bureau de la concurrence et a contribué à en faire ce qu'elle est aujourd'hui. Il se concentrait entre autres sur l'analyse économique et la défense des intérêts économiques, de même que sur la conformité et la coopération internationale.

Avant d'entrer au service de BLG, Rambod travaillait pour un cabinet international à Genève où il offrait des conseils stratégiques et juridiques aux secteurs public et privé sur un éventail de questions institutionnelles et litigieuses, ainsi que sur des enjeux d'accès et de réglementation.

Il a en outre donné des cours sur la réglementation et les litiges dans le domaine économique dans plusieurs universités canadiennes, américaines et européennes.

Il parle couramment le français, l'anglais et le farsi.

Expérience

- *Avocat plaidant*
 - Le **gouvernement du Maroc**, dans un différend devant l'OMC entourant ses mesures antidumping; cette affaire contre la Tunisie fait actuellement l'objet d'un appel.
 - Le **gouvernement du Canada**, dans une variété de différends portés devant l'OMC :
 - *Canada, Commission canadienne du blé* – chef de délégation dans le tout premier litige sur la portée des obligations des entreprises commerciales d'État en vertu de l'accord de l'OMC, une victoire importante pour le pays.
 - *États-Unis, décision définitive sur les mesures compensatoires visant le bois d'œuvre résineux* – chef de délégation dans le tout premier litige devant l'Organe d'appel de l'OMC sur la portée des indices de référence nationaux pour les subventions et la définition de « marchandises » dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC.
 - *États-Unis, amendement Byrd* – chef de délégation dans les premiers litiges sur la définition de « mesure particulière contre une subvention » à avoir des conséquences importantes sur les disciplines en la matière.
 - *Canada, Mesures visant l'exportation des aéronefs civils (article 21.5)* – co-conseiller juridique dans un dossier d'importance sur le plan systémique clarifiant l'obligation d'un État d'adopter le rapport du Groupe spécial.
 - *Brésil, Programme de financement des exportations pour les aéronefs (article 21.5)* – conseiller juridique principal dans le premier dossier portant sur le critère juridique applicable à une exception clé à l'interdiction des subventions aux exportations dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC.
 - *Canada, Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* – co-conseiller juridique dans le premier dossier sur la portée des disciplines liées aux subventions aux exportations *de facto* dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC et sur les activités de financement des exportations d'Exportation et développement Canada.
 - *Brésil, Programme de financement des exportations pour les aéronefs* – conseiller juridique principal dans le premier dossier sur la portée des obligations d'un pays en développement aux termes de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC, ainsi que sur des observations clés d'ordre systémique sur des questions de procédure.
- *Procureur et gestionnaire de litige*
 - Le **gouvernement du Canada**, relativement à divers différends nationaux de droit public :
 - *Renvoi relatif à la Loi sur les valeurs mobilières [2011] 3 R.C.S. 837* : série de renvois constitutionnels se rapportant à la compétence du Parlement pour ce qui est de réglementer les valeurs mobilières en vue d'assurer la stabilité financière nationale.

- *Canada (Procureur général) c. Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada*, [2015] 1 R.C.S. 401 : long dossier qui a fait interagir le régime de lutte contre le blanchiment d'argent du Canada, les mécanismes de surveillance financière et d'obligation de déclaration convenus à l'échelle internationale ainsi que les droits constitutionnels en matière de secret professionnel.
 - *Banque de Montréal, et al. c. Réal Marcotte, et al.*, 2013 CanLII 18832 (CSC) : affaire dans laquelle le Canada a participé à titre d'intervenant à divers niveaux jusqu'à la Cour suprême afin de protéger l'autorité du Parlement quant à la protection du consommateur dans le domaine bancaire.
 - **Le Centre du commerce international :**
 - Conseiller auprès de la banque centrale, du ministère des Finances et du ministère du Commerce de l'Ouzbékistan relativement aux négociations entourant l'accèsion à l'OMC, notamment en ce qui concerne la libéralisation des services financiers et les volets stratégiques de la négociation d'accords multilatéraux.
 - Conseiller auprès du ministère des Finances et du ministère du Commerce de la République d'Iraq relativement aux négociations entourant l'accèsion à l'OMC, notamment en ce qui concerne la libéralisation des services financiers.
 - **ACT on Living Wages :**
 - Conseiller quant à l'exécution d'un contrôle diligent et à la structure des mécanismes de règlement des différends dans le secteur du textile au Cambodge et en Türkiye.

Perspectives et événements

- Auteur, « Automotive tariffs: The U.S. Presidential Proclamation and the Canadian response », article de BLG, avril 2025
- Centre de ressources sur le commerce et les tarifs douaniers, points de vue de BLG, avril 2025
- Auteur, « Tariff war continues: Government seeks public input for trade measures on steel and aluminum », article de BLG, mars 2025
- Auteur, « The City of Toronto adopts a tariff response plan restricting some government procurement to Canadian companies », article de BLG, mars 2025
- Auteur, « The evolving tariff threat: Impact on hospitals in Canada », article de BLG, mars 2025
- Auteur, « Canada-U.S. tariff war resumes », article de BLG, mars 2025
- Auteur, « Une nouvelle tempête se profile à l'horizon », article de BLG, février 2025
- Auteur, « The evolving tariff threat: Impact on med-tech and life science industries », article de BLG, février 2025
- Auteur, « (Country of) origin story: Navigating country of origin claims in Canada and at the U.S. border », article de BLG, février 2025
- Auteur, « Country of origin for customs purposes », article de BLG, février 2025
- Auteur, « Le retour des tarifs douaniers sur l'acier », article de BLG, février 2025
- Auteur, « EU-Mexico's new trade deal: What about a trilateral trade tango with Canada? », article de BLG, février 2025
- Auteur, « The evolving tariff threat: The impact on the automotive industry », article de BLG, février 2025
- Auteur, « Prospérer dans un contexte d'incertitude tarifaire », article de BLG, février 2025
- Auteur, « The return of the President: What can we learn from the 2018 U.S. tariffs to prepare for February 1? », article de BLG, janvier 2025
- Auteur, « Mandatory supply chain due diligence: Canada pledges sweeping reforms to forced labour and child labour laws », article de BLG, janvier 2025
- Auteur, « A tariff-ying new world: Unpacking Canada's latest tariff policies », article de BLG, janvier 2025

- Auteur, « The EU-Mercosur Free Trade Agreement: Is it time to revive talks on a Canada-Mercosur Agreement? », article de BLG, janvier 2025
- Auteur, « Répercussions commerciales de la position du Canada quant à la réduction des émissions – Présentation au Comité permanent », article de BLG, décembre 2024
- Auteur, « The U.K.-Switzerland financial services mutual recognition agreement: A model for a future U.K.-EU relationship? », article de BLG, décembre 2024
- Auteur, « Conciliation et médiation, les voies de l'avenir pour l'OMC? », article de BLG, novembre 2024
- China launches a new WTO case on U.S. 'green' industrial policy measures, points de vue de BLG, octobre 2024
- Auteur, « Carbon pricing or depricing? Global implications of carbon measures in Canada », article de BLG, octobre 2024
- Auteur, « Tarifs douaniers du Canada sur les véhicules électriques chinois », article de BLG, octobre 2024
- Auteur, « No taxation without presentations: Canada to launch public consultations on possible tariff hikes on Chinese EVs », article de BLG, juin 2024

À l'extérieur de BLG

Activités professionnelles

- Membre, Barreau de l'Ontario
- Ancien membre, Ordre des avocats de Genève

Activités communautaires

- Administrateur, Tastakel (Genève)

Prix et marques de reconnaissance

- Récipiendaire, Prix d'excellence de l'APEX, 2014
- Récipiendaire, prix d'excellence du ministère de la Justice du Canada, 2012 et 2013
- Récipiendaire, Prix du ministre du Commerce international pour le service commercial, 2014
- Récipiendaire (à titre de membre de l'équipe de la Direction du droit commercial international), Prix du chef de la fonction publique – Catégorie « Excellence en prestation de services », 2000
- Récipiendaire, Prix d'excellence du Conseil du Trésor du Canada, 1999
- Récipiendaire, prix d'excellence du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 1998

Admission au Barreau et formation

- Ontario, 1994
- LL. M., Université de Toronto, 1992
- LL. B., Université de Toronto, 1991
- BA, Université de Toronto, 1988

BLG | Vos avocats au Canada

Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L. (BLG) est le plus grand cabinet d'avocats canadien véritablement multiservices. À ce titre, il offre des conseils juridiques pratiques à des clients d'ici et d'ailleurs dans plus de domaines et de secteurs que tout autre cabinet canadien. Comptant plus de 725 avocats, agents de propriété intellectuelle et autres professionnels, BLG répond aux besoins juridiques d'entreprises et d'institutions au pays comme à l'étranger pour ce qui touche les fusions et acquisitions, les marchés financiers, les différends et le financement ou encore l'enregistrement de brevets et de marques de commerce.

blg.com

© 2025 Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L. Borden Ladner Gervais est une société à responsabilité limitée de l'Ontario.